



SOMMAIRE

Edito du Président	Page 2
La Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale	Page 4
Le programme	Page 7
La Commission Histoire	Page 8
Les archives	Page 12
La Bibliothèque	Page 16
Information pratique	Page 19



EDITO

La France fête cette année le bicentenaire de la mort de Napoléon Bonaparte. Si cette commémoration a fait polémique, le bilan de son règne n'en est pas moins important, notamment dans le domaine économique, puisqu'il a permis à notre pays d'entrer dans l'âge moderne. Dans son héritage, il y a la création de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale.

Il y a 220 ans, soucieux de relancer l'économie française et passionné par les sciences, Bonaparte orchestre une stratégie de reconquête du savoir technique français. C'est tout naturellement qu'il apporte un large soutien en 1801 à la création de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale, par un groupe de savants, de hauts fonctionnaires, d'experts techniques, d'industriels et d'hommes d'affaires, avec pour premier président, le grand chimiste et industriel, Jean-Antoine Chaptal, alors ministre de l'Intérieur sous le Consulat.

La Société s'est donnée pour missions originelles de créer un dispositif d'intelligence économique par l'observation des procédés techniques et de l'organisation industrielle de nos concurrents, et d'inciter à la diffusion des produits et des procédés novateurs. Son Bulletin, paru dès 1802, a été un instrument majeur d'information scientifique, technique et industrielle en France et dans le monde.

Depuis cette époque, sous la présidence de grands savants comme Louis-Jacques Thenard, Jean-Baptiste Dumas ou Edmond Becquerel, d'ingénieurs éminents comme Henry Le Châtelier, Louis Pineau ou Albert Caquot, la Société d'Encouragement a toujours eu l'ambition de soutenir le développement économique national, en valorisant les procédés et les produits les plus innovants de leur temps, ainsi que les hommes qui en sont les promoteurs.

Reconnue d'utilité publique en 1824, elle a contribué au développement de nombreuses innovations, du métier à tisser (Jacquart) au cinématographe (les frères Lumière) en passant par le moteur à explosion (Beau de Rochas), la photographie (Niepce et Daguerre), l'ampoule à incandescence (Claude), ... Elle a soutenu financièrement les travaux de Tellier et Appert, Pasteur, Christofle, Pierre et Marie Curie, ...

Elle a également pris part au fil des ans aux décisions concernant les chemins de fer, la construction navale, l'organisation des brevets d'invention, la conception de la normalisation. Elle peut ainsi être considérée comme l'ancêtre de la Banque Publique d'Investissement, de l'Institut National de la Propriété Industrielle et du Laboratoire National d'Essai.

Ayant apporté son soutien aux écoles des Arts et Métiers, de l'Ecole Centrale des arts et manufactures et de l'Institut agronomique, la société a stimulé le développement des formations d'ingénieurs.

Elle s'est efforcée d'honorer et de faire reconnaître ceux qui entreprennent, innovent et font progresser l'industrie et l'économie, qui rendent les services les plus éminents dans ces domaines, et qui se

distinguent par leur dynamisme, leur audace, et leur créativité pour le bénéfice du plus grand nombre, comme De Lesseps, Gramme, D'Arsonval, Solvay, Lalique, Curie, Bréguet, De Broglie, ... Elle continue de le faire aujourd'hui à travers les Prix Chaptal et Montgolfier. Michelin, Dassault, Bellon, Fabre, Bouygues, Bolloré ... sont honorés de sa plus haute distinction.

Aujourd'hui, la Société d'Encouragement s'inscrit toujours dans une démarche de réflexion, d'échanges et de transmission. Elle organise des rencontres et des colloques pour mettre en valeur les pratiques émergentes et les technologies prometteuses et resserrer les liens entre scientifiques et entrepreneurs.

Elle développe des partenariats autour de réflexions et de manifestations correspondant à sa mission et ses valeurs.

Elle marque en 2021 son 220ème anniversaire en inscrivant sa stratégie dans la valorisation d'une renaissance industrielle durable, avec l'appui de la Banque des Territoires et souhaite jouer un rôle actif dans la valorisation et le partage des initiatives industrielles en faveur du développement économique, social et environnemental des territoires dans les Régions.

Elle réaffirme son soutien à l'artisanat, partie prenante de la réindustrialisation et du rayonnement de la France, notamment auprès des Entreprises du Patrimoine Vivant et des Maîtres d'art et leurs élèves.

Enfin, elle continue d'œuvrer pour la valorisation et la promotion du patrimoine technique et industriel en mettant à disposition des chercheurs ses fonds historiques et en organisant des conférences et des expositions, notamment dans le cadre des journées européennes du Patrimoine.

Olivier Mousson

Président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale



LA SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT POUR L'INDUSTRIE NATIONALE

220 années au service de l'innovation et des progrès de l'économie nationale

Le 31 octobre 1801 (9 brumaire an X), un petit groupe d'hommes venus d'horizons divers, savants, hauts fonctionnaires, experts techniques, banquiers, entrepreneurs et esprits « éclairés » au sens du XVIII^e siècle, se réunit en présence du Premier Consul, Bonaparte, à la préfecture de la Seine alors place Vendôme, sous la présidence du grand chimiste et industriel Jean Antoine Chaptal, ministre de l'Intérieur, pour créer officiellement la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

Ses fondateurs ne sont « certains que de leur bonne volonté » ; certains doutent même de la réussite de l'entreprise. Pourtant, deux-cent-vingt années plus tard, la Société est toujours vivante et l'esprit de ses fondateurs toujours présent. C'est ce long parcours que la commission d'histoire voudrait retracer brièvement ici en s'appuyant sur ses recherches dans les fonds patrimoniaux d'archives et d'imprimés de la Société, qu'elle a la charge de gérer et qui sont désormais officiellement classés.

Une institution originale créée sous le patronage de Bonaparte

Cette création intervient alors que le Premier Consul Bonaparte entend remettre en ordre le pays au sortir de la période révolutionnaire. Il a assigné à Chaptal la tâche de relancer son économie et de lui donner les cadres indispensables à son développement. La Société d'encouragement pour l'industrie nationale est conçue comme une institution originale, qui associe l'initiative privée et l'initiative publique.



Une référence et un modèle

La notoriété de la Société va s'étendre très rapidement, du fait de sa politique active de communication. Elle va apparaître comme une institution de référence, notamment auprès des pouvoirs publics et comme un modèle pour des sociétés qui se créent ultérieurement.

Une structure conçue pour l'efficacité

Pour assurer sa mission, le conseil de la Société est divisé en comités spécialisés, dont le nombre et le domaine qu'ils couvrent évoluent en fonction des besoins. Leur travail repose sur la démarche rigoureuse et les qualités d'expertise de leurs membres.

Des formes d'activité qui vont évoluer au fil des 220 ans

Les formes du soutien que la Société d'encouragement pour l'industrie nationale a toujours apporté à l'innovation vont changer au fil des décennies, en relation avec le souci constant d'utilité et d'efficacité qui la conduit à employer les moyens les plus appropriés : vont se succéder quatre temps, chacun

marqué par une présidence emblématique, ayant sa vision particulière de la mission de la Société et sa démarche spécifique.

Un encouragement multiforme dans la première moitié du XIX^e siècle :

L'activité de la Société dans la première moitié du XIX^e siècle est marquée par l'impulsion que lui donne la longue présidence de Chaptal, puis celle de Louis-Jacques Thenard, dans le contexte de la première industrialisation. L'enjeu est d'introduire en France des procédés ou des fabrications de produits peu ou mal connus et, parallèlement, d'inciter les entrepreneurs français à améliorer et développer leurs propres productions ; l'encouragement s'étend donc à de multiples domaines.

La pratique de la science industrielle dans la seconde moitié du XIX^e siècle :

Les débuts de la deuxième industrialisation, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, coïncident avec la longue présidence de Jean-Baptiste Dumas et le renouvellement des comités avec l'arrivée de nouvelles personnalités, savants et ingénieurs : la démarche de la Société va devenir plus globale avec la promotion de la *science industrielle*, c'est-à-dire d'avancées scientifiques, notamment en chimie et en physique et de leurs applications à différents domaines de l'activité productive. Dumas veut également marquer le rayonnement de la Société par la construction d'un *Hôtel de l'industrie*, centre de représentation et d'animation, qui reste aujourd'hui encore son siège, ainsi que par une politique de grandes récompenses.

Le soutien à l'entreprise « moderne » dans la première moitié du XX^e siècle :

Dans la première moitié du XX^e siècle, alors que la deuxième industrialisation s'amplifie encore, la Société d'encouragement est confrontée à des évolutions, voire à des bouleversements du contexte économique, social et politique qui obligent l'industrie française à des adaptations parfois difficiles. A l'initiative, notamment, d'Henri Le Châtelier, un de ses présidents du début du siècle, ainsi que de celle d'autres ingénieurs des grands corps de l'Etat, elle va promouvoir de manière active un modèle d'entreprise « moderne », c'est-à-dire organisée rationnellement, informée, innovante et capable de saisir les changements.

Le suivi d'une économie en pleine transformation dans la seconde moitié du XX^e siècle

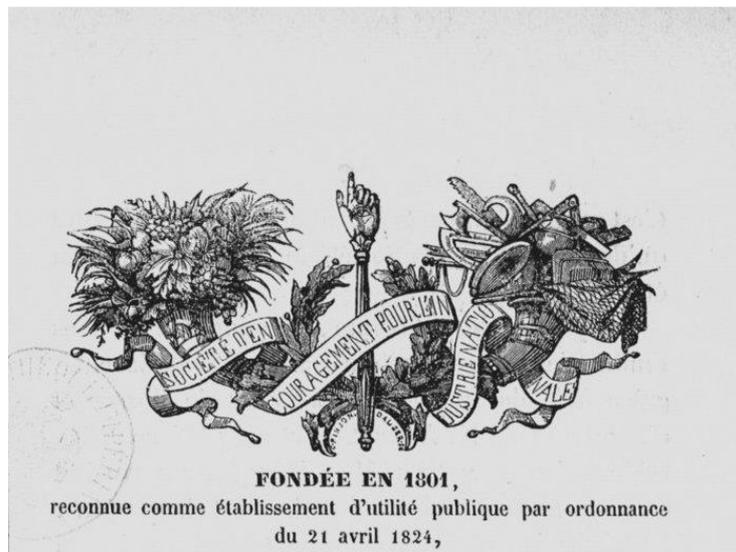
Les difficultés successives de la crise des années 1930, de l'Occupation et de l'inflation d'après-guerre touchent durement la Société sur le plan matériel comme sur celui de son rayonnement. Son relèvement après 1945 va s'opérer rapidement grâce à l'action d'une succession de présidents très actifs, venus des milieux de la haute administration économique, de l'ingénierie et de l'industrie, dont Albert Caquot est le plus notable. A leur initiative, la Société va s'attacher à suivre les aspects de la reconstruction, puis de l'expansion des Trente Glorieuses, avant de réfléchir, à partir des années 1970, sur les finalités de la croissance et de remettre en question certains de ses modes de fonctionnement.

Des thèmes récurrents sur la longue durée

Certains thèmes paraissent traverser le temps long de la Société d'Encouragement. Parfois éloignés de ce que nous considérons comme des préoccupations productives, mais impliquant pour leur résolution la science et la technique, ils peuvent correspondre à ce désir d'utilité sociale qu'exprimaient ses fondateurs, mais aussi à des questions plus fondamentales comme ceux de la formation, de la production et de la diffusion de l'image - en témoigne la première projection publique du cinématographe des frères Lumières 22 mars 1895 – et des solutions énergétiques.

Polyvalence et adaptabilité auront été les maîtres-mots de la Société

Tous ces domaines illustrent, au long des deux-cent-vingt années qui viennent de s'écouler, la polyvalence de l'activité de la Société d'encouragement à l'industrie nationale ; toutes ces évolutions témoignent bien de sa capacité à d'adapter à un environnement changeant ; Cette largeur de vue et cette souplesse auront été deux caractères que ses créateurs n'auraient pas reniés, eux qui avaient l'ambition d'appréhender « toutes les branches de l'industrie humaine ».





LE PROGRAMME

Au cœur du patrimoine de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

Introduction

- Paroles de bienvenue du Président de la Société, Olivier Mousson
- Gérard Emptoiz, Président de la commission Histoire : une histoire plus que bicentenaire
- Daniel Blouin : 25 ans de sauvegarde et de valorisation du patrimoine historique de la Société : La commission Histoire et le patrimoine de la Société.

Visite de l'Hôtel de l'Industrie

Les archives de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

- Daniel Blouin : Les archives de l'encouragement, un reflet de l'activité d'une société savante bicentenaire, des dossiers qui éclairent l'histoire de l'innovation. Parcours autour des documents exposés dans vitrines.

La bibliothèque de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

- Daniel Blouin : Histoire de la salle
- Jean-Pierre Soleihavoup : La bibliothèque de la Société, un patrimoine scientifique et technique mal connu et désormais accessible grâce à l'inventaire
- Denis Beaudoin : Deux fonds intéressants de la bibliothèque : le fonds Lasteyrie et le fonds des fabricants d'instruments scientifiques
- Nicolas Pierrot : Quelles sources pour expliquer et valoriser les patrimoines de l'industrie ? L'exemple des archives et de la bibliothèque de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale. Avec mise en relief des documents exposés.
- Christiane Demeulenaere : Sur l'importance de fonds comme celui de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale dans le cadre de la politique des Archives de France pour la préservation et la valorisation des archives privées.

Bibliothèque : parcours autour des documents exposés

Vin d'honneur



LA COMMISSION HISTOIRE

La Commission d'Histoire et le patrimoine de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

Créée en 1995 par le président Bernard Mousson, la **Commission d'histoire a reçu pour mission l'inventaire, la conservation et la mise en valeur de l'ensemble du patrimoine** d'archives et d'imprimés accumulé par la Société d'encouragement depuis sa fondation en 1801. Placée initialement sous la présidence de Denis Woronoff, professeur d'histoire moderne et contemporaine, de l'université Panthéon-Sorbonne, et présidée aujourd'hui par Gérard Emptoz, professeur honoraire d'histoire des sciences et des techniques de l'université de Nantes, elle est composée de quinze membres tous bénévoles, en majorité historiens. Aidée ponctuellement par des stagiaires, elle accueille régulièrement doctorants et chercheurs français et étrangers. Au fil des années, elle a assuré la préservation des ouvrages et des collections imprimées de la bibliothèque ainsi que de ses archives, qui témoignent de l'activité de la Société depuis sa création. Elle en assure la gestion et elle les valorise par une démarche visant à faciliter leur accessibilité, par ses recherches, sa participation à des colloques et ses publications, ainsi que par l'organisation de manifestations commémoratives.



La gestion de la collection numérique du Bulletin de la Société

Une des premières démarches de la commission a été d'engager la numérisation de la collection intégrale du *Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale*. Cet important périodique, paru de 1802 à 1943, est en effet une source incontournable d'informations sur les activités passées de la société ainsi que sur l'histoire des techniques et de l'industrie en France. Numérisée grâce à une collaboration avec le Conservatoire numérique (CNUM) du CNAM, et avec l'aide financière du Ministère de la recherche, cette base constituée d'environ 120 000 images a été rendue accessible sur Internet en septembre 2009. Elle constitue aujourd'hui une référence majeure pour les historiens aussi bien français qu'étrangers. Parallèlement, la commission a entrepris la numérisation de la collection de *l'Industrie nationale*, le périodique qui a pris la suite du bulletin entre 1949 et 2000 et qui constitue une importante source d'information sur l'évolution des techniques durant cette période.

La responsabilité des collections et du patrimoine de la Société

La bibliothèque

La commission a regroupé, classé et inventorié les quelques 19 000 volumes, plus de 5 000 brochures et pièces diverses ainsi que plus de 1100 titres de périodiques, représentant quelques 11 000 volumes, subsistants d'une bibliothèque qui avait été l'un des grands centres parisiens de documentation scientifique, technique et industrielle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et qui avait connu un certain nombre de vicissitudes après sa fermeture au milieu du XXe siècle.

La commission gère aujourd'hui les différents espaces où est conservé ce patrimoine imprimé qui, malgré les pertes, couvre un vaste ensemble de domaines techniques et reste d'une grande richesse, avec des ouvrages d'une grande rareté, certains remontant au XVIe siècle, ou difficiles à trouver dans d'autres bibliothèques analogues, comme les brochures et les pièces envoyées par des inventeurs et des entrepreneurs : elle offre ainsi aux chercheurs des sources inédites dans un lieu de consultation aisément accessible. Elle a également œuvré pour obtenir, depuis le début de 2021, la reconnaissance officielle de l'intérêt historique majeur de ce fonds, au même titre que les archives.

Les archives de la Société

La Société a accumulé depuis sa création un important fonds d'archives, reflet de son fonctionnement comme de ses activités. Ce fonds, également très dispersé, a dû être regroupé, classé et inventorié pour permettre son ouverture aux chercheurs. Malgré les pertes, il représente encore aujourd'hui une source majeure d'information sur l'histoire de la Société, l'examen des inventions qui lui étaient soumises, les choix qu'elle faisait dans sa politique de soutien au développement industriel, ainsi que sur l'implication dans ses activités des plus grands noms de la science et de la technique, comme J-A. Chaptal, L-J. Thenard, J-B. Dumas, L. Pasteur, Henry Le Chatelier ou Albert Caquot.

La Commission a sollicité auprès des Archives de France le classement de ce fonds comme **Archives privées présentant un intérêt public majeur**. Compte tenu de son caractère particulièrement représentatif de l'activité d'une Société savante qui a joué un rôle majeur dans le développement économique du pays, et de la valeur de certains des documents conservés, les représentants des Archives de France ont donné un avis favorable sur ce classement qui a été obtenu par un arrêté de février 2021, englobant également le patrimoine imprimé de la Société.

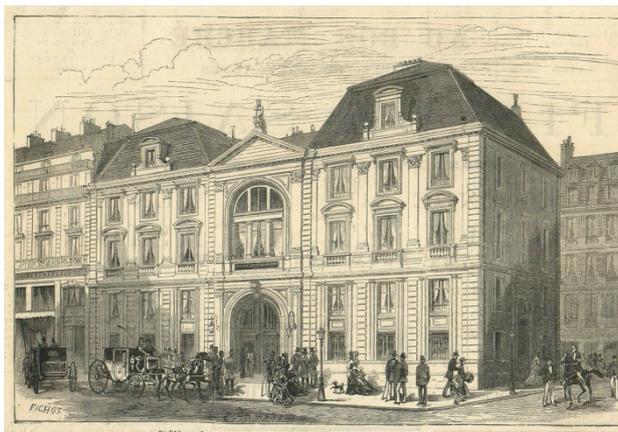
Par ailleurs, un des dossiers conservés, celui des premiers enregistrements sonores de Scott de Martinville, datant de 1857, a été classé en septembre 2015 **au titre du patrimoine immatériel mondial de l'UNESCO**, aux côtés de ceux conservés aux Archives de l'Académie des Sciences et à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

Des fonds patrimoniaux désormais accessibles

Les collections d'imprimés, ainsi que les fonds d'archives, sont désormais accessibles, sous la responsabilité de la Commission, sur rendez-vous, pour les chercheurs ainsi que pour les lecteurs intéressés en précisant le motif de leur consultation, auprès du secrétariat de la Société.

La valorisation de l'hôtel de l'Industrie comme élément patrimonial

La Société est installée depuis 1851 dans un hôtel particulier - l'**hôtel de l'Industrie** - qu'elle a fait construire sur l'actuelle place Saint-Germain-des-Prés et qu'elle a progressivement agrandi et fait aménager en fonction de ses activités.



La commission d'histoire s'est attachée à valoriser le caractère patrimonial de ce bâtiment : tout d'abord l'architecture de la façade et son décor, datant des années 1870-1880 et récemment restaurés, qui témoignent tous deux de l'image de la Société entendait donner de son importance et de ses références ; ensuite son aménagement intérieur, avec notamment les espaces destinés à ses solennités, tel le grand escalier et la grande salle, tous deux ornés de portraits de personnages marquants de son histoire, fondateurs et présidents. La commission a veillé à ce que la restauration de ces deux espaces préserve le caractère que les dirigeants du XIXe siècle ont voulu lui donner ; dans un souci de présentation alliant l'information historique à la modernité technique, elle a fait placer des cartels numérisés réalisés dans un béton "intelligent" offert par la société Vicat, et lisibles sur les smartphones des visiteurs. Elle intervient, enfin, comme référente patrimoniale, dans les projets de restauration de la bibliothèque.

Des visites guidées de l'hôtel sont organisées, en général à l'occasion des Journées européennes du Patrimoine ou de certaines commémorations.

Les activités scientifiques et les publications

L'un des premiers objectifs scientifiques de la commission a été, parallèlement à l'organisation, dès 1995, de conférences où des historiens ont été invités à présenter le développement de la sociabilité scientifique et technique, ainsi que la question de l'encouragement à l'innovation technique, au XVIIIe et dans les premières décennies du XIXe siècle, la préparation d'un colloque international destiné à commémorer le **bicentenaire de la Société** à l'automne 2001. Cette manifestation a donné lieu à la présentation d'études permettant de replacer la Société dans son contexte national et européen, notamment avec les sociétés équivalentes en Grande-Bretagne, en Belgique et en Italie. La réunion des contributions du colloque a permis de publier en 2006 l'ouvrage collectif *Encourager l'innovation en France et en Europe, Autour du Bicentenaire de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale* (S. Benoit, G. Emptoz et D. Woronoff (éd.), Paris, Editions du CTHS, 2006.

Les membres de la commission d'histoire de la Société d'encouragement ont par la suite entamé une longue série de recherches sur une institution dont les historiens des sciences et des techniques avaient souligné l'importance mais dont l'histoire était restée largement ensuite inexplorée.

Après s'être attachés à comprendre les grandes étapes de l'histoire de la Société ils ont, en premier lieu, étudié les activités qui leur ont paru les plus marquantes au fil du temps. Ils ont travaillé sur certains des grands concours qu'elle avait organisés dans la première moitié du XIXe siècle pour favoriser l'innovation dans des domaines très divers, allant des machines textiles aux verres de décor, en passant par les matériaux de construction artificiels. Ils ont également jeté leur attention sur les ponts que la Société avait voulu établir, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, entre science et industrie, par exemple dans les domaines de la chimie et de la physique. Le rôle central de la Société comme lieu de promotion de la normalisation et de la rationalisation durant les premières décennies du XXe siècle a été également mis en lumière.



Ils ont, en second lieu, porté leur attention sur des thèmes de longue durée, telles les questions de production et de reproduction des images, et notamment le contexte de la première projection publique des frères Lumière dans la grande salle, le 22 mars 1895, ou encore les questions de formation technique et professionnelle que la Société avait durablement mises en avant. Enfin, la question des locaux de la Société et de leur appropriation à ses activités a fait l'objet de plusieurs études en ce qui

concerne, notamment, la constitution progressive d'un fonds documentaire en relation avec l'appropriation ou la création de locaux spécifiques pour sa conservation.

Parallèlement, les membres de la commission ont contribué à la direction ou au pilotage de recherches menées par des doctorants, dont les sujets touchaient étroitement à l'activité de la Société.

Toutes ces recherches donnent lieu à la publication régulière d'articles et de communications dans des journées d'études ou des colloques. Un grand nombre de ces recherches sont mises en ligne sur le blog de la Commission, *Histoire et Innovation*, sur le site *Hypothèses*, www.histoiresein.hypotheses.org,

L'animation de manifestations commémoratives

A la demande des dirigeants de la Société, la Commission d'histoire contribue régulièrement à l'organisation de manifestations commémoratives, qui mettent en valeur des aspects de l'histoire et du patrimoine de la Société. On peut citer notamment :

- Hommage à Marie Curie (9 décembre 2011) avec le musée Curie.
- Célébration de la première projection cinématographique par Louis Lumière (mars 2015), en partenariat avec la Société Gaumont.
- Cérémonie Scott de Martinville, avec la participation de l'Unesco, de l'Académie des sciences et de l'INPI et Journées du patrimoine sur le son (16-19 septembre 2016).
- Journées du patrimoine 2016 : *De Scott de Martinville à nos jours : 160 ans d'histoire sonore* en partenariat avec le Phonomuseum de Paris.
- Journées du patrimoine 2017 : *Louis Vicat : 220 ans d'étonnement* à l'occasion du bicentenaire de l'invention du ciment artificiel par Louis Vicat, en partenariat avec la société Vicat (septembre 2017).
- Journées du patrimoine 2018 : *Innovation et patrimoine : les savoir-faire d'exception des entreprises du Patrimoine vivant*, en partenariat avec deux EPV (septembre 2018).
- Célébration de la découverte de l'eau oxygénée par Thenard (décembre 2018) en partenariat avec la municipalité de La Louptière-Thenard et la société Arkema.
- Journées du patrimoine 2019 : *De la Montgolfière à la conquête spatiale : les inventeurs français entre rêve et réalité*, en partenariat avec des entreprises du secteur aérospatial.
- Journées du patrimoine 2020 et 2021 : visites guidées dans l'Hôtel de l'industrie et conférences sur l'histoire de la Société.

Un membre actif du réseau Φ La Société et Cie

Depuis 2019, la Commission d'histoire, conjointement avec le Comité de la communication de la Société d'encouragement, participe aux activités du réseau **Φ La Société et Cie**, dont elle a été l'un des fondateurs. Ce réseau, basé sur la circulation de l'information et la mise en commun des solutions et des expériences de valorisation du patrimoine scientifique, technique et industriel, permet à la Société de conserver une relation étroite avec un certain nombre de ses partenaires historiques et de nouer des relations avec des entreprises innovantes dans ce domaine



LES FONDS D'ARCHIVES

Les archives de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

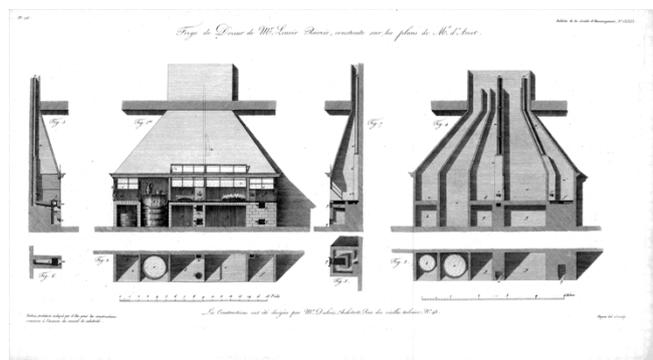
Des archives organiques

Dès sa création en 1801, la Société d'encouragement pour l'industrie nationale a éprouvé le besoin de constituer des archives de son activité : il s'agissait en tout premier lieu d'enregistrer les demandes, les délibérations, les décisions, puis par la suite les rapports faits devant son organe délibératif, le conseil d'administration, où se regroupaient autour de son premier président, Jean-Antoine Chaptal, savants, hauts-fonctionnaires, universitaires, ingénieurs, entrepreneurs, d'où la création d'une série quasi-continue de registres de procès-verbaux depuis cette date. Il s'agissait aussi de correspondre avec les inventeurs qui sollicitaient l'examen de la Société, comme avec les sociétaires, d'où la création d'un poste d'agent général, plus tard secrétaire général, qui allait constituer son propre fonds. Il pouvait également s'agir de la correspondance des dirigeants, notamment avec une puissance publique qui est longtemps apparue comme tutélaire de cette institution privée, dont les liens étroits avec l'Etat ont été marqués, dès 1824, par la reconnaissance d'utilité publique, première association civile non caritative à bénéficier de ce statut.

Des archives de l'invention

Il s'agissait également de conserver les dossiers des inventions que la société recevait, dans le cadre des cinq, plus tard six comités spécialisés qui composaient ce conseil, mécanique, chimie, arts économiques (ce qui avait trait aux biens d'équipement des personnes et des collectivités), agriculture et commerce, et plus tard construction et beaux-arts. De nouveaux comités, de physique, sont venus s'ajouter après la Seconde guerre mondiale aux six comités historiques. Ces comités organisaient des concours dans de

multiples domaines, énergie, métallurgie, mécanique, transports, textile, matériaux, produits de toute nature, équipement urbain et domestique, techniques de l'image, etc...; leur enjeu était de stimuler et promouvoir les avancées techniques jugées indispensables au développement productif du pays, parfois sur la très longue durée ; ils examinaient les dossiers et proposaient, suite à des rapports, des récompenses : ces archives se



décomposaient en archives annuelles et archives de concours. S'ils ne faisaient pas, dans un premier temps, de compte-rendu de leurs délibérations, ces comités ont peu à peu également tenu des registres de leur activité. De nombreux concours étaient organisés de manière transversale, et il a fallu en tenir compte dans le classement actuel des fonds en « inventant », à côté des séries constituées autour des archives des comités, une série dite de l'encouragement.

Par la suite, les modalités de l'action de la Société ont changé : elle a davantage distribué des récompenses pour des inventions jugées importantes, décerné de grandes médailles sur l'ensemble de l'activité d'un personnage jugé déterminant dans son domaine, donné des subventions et des secours, toutes activités dont la préparation et le déroulement ont laissé des traces documentaires ; elle a peu à peu tissé autour d'elle un réseau de sociétés poursuivant un but parallèle au sien, réseau dont la constitution et le fonctionnement ont laissé des traces écrites.

Elle est également apparue comme un groupe d'experts fréquemment consulté par l'Etat sur de grandes questions comme la propriété industrielle, et même comme une référence internationale sur les questions de normalisation. Toutes les archives produites du fait de ces activités de plus en plus diversifiées, ont également alimenté cette série de l'encouragement qu'il a donc fallu diviser en sous-séries distinctes.

La Société a été également consultée sur les questions de formation technique et professionnelle en raison de sa forte implication dans le développement d'écoles techniques intermédiaires ou supérieures, telles l'Ecole vétérinaire d'Alfort, les Ecoles d'Arts-et-Métiers ou l'Ecole centrale, comme de formations de base, comme l'enseignement mutuel, les cours complémentaires techniques, ou encore la formation en alternance ; elle a même organisé, aux lendemains de la Première Guerre mondiale, une formation d'ingénieurs pour de jeunes démobilisés, dont elle a déterminé les programmes, assuré les enseignements et fait passer les épreuves. Les archives de toutes ces activités ont fait l'objet d'un classement particulier.

A partir des années 1850, la Société, enfin, a organisé des conférences sur des sujets étroitement associés à l'actualité scientifique et technique, dont le nombre a été en augmentant au fil des décennies et qui ont fini par devenir, après la Seconde Guerre mondiale, une activité majeure, avec une production considérable de dossiers préparatoires, qui a conduit à la constitution d'une série particulière.

Des archives de l'activité documentaire et éditoriale

La Société a également très vite décidé de constituer un fonds documentaire et de publier le Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, le premier, bien qu'ouvert aux sociétaires parisiens, étant surtout destiné à alimenter le second qui vise une diffusion nationale. La gestion de l'un et de l'autre a demandé la création d'une commission spécifique, qui a également constitué son propre fonds d'archives ; ce fonds, d'abord essentiellement tourné vers la production du bulletin, dont la publication s'est poursuivie jusqu'aux années 2000, s'est accru lorsque la Société a décidé, en 1885,



d'agrandir son hôtel et de construire une bibliothèque, fonctionnant d'ailleurs essentiellement comme un centre de production de bibliographies scientifiques. Il a fallu archiver dans une série particulière le suivi des travaux, du classement des ouvrages et de l'activité des bibliothécaires.

Des archives comptables et gestionnaires

Pour anticiper sur le développement de l'activité de la Société et de la croissance de son sociétariat, il s'est avéré vite nécessaire de tenir une comptabilité ; cette tâche a été confié à un trésorier, en général un notaire, qui l'a été tenu de manière très rigoureuse, afin de prouver le bon usage des fonds ; par la suite, la Société, d'utilité publique, a reçu des donations et bénéficié de fondations, dont il a fallu également tenir les comptes. Ces derniers, extrêmement détaillés, ont été conservés de manière quasi-continue depuis la fondation. Ce trésorier était placé sous le contrôle d'une commission des fonds, qui

a également produit ses propres archives, d'autant qu'à la gestion de l'activité de la Société proprement dite, s'est ajoutée la gestion des locaux où la Société s'était installée : d'abord locataire dans des hôtels particuliers du Faubourg-Saint-Germain, elle s'est installée en 1852 dans un hôtel qu'elle a fait construire, et qu'elle a progressivement agrandie. Dans cet « hôtel de l'industrie », elle ne s'est pas contentée d'approprier les locaux à ses propres activités, elle a loué des locaux à ces sociétés qui faisaient partie de son réseau, et pratiqué aussi, de manière croissante, au fut et à mesure que ses difficultés financières s'aggravaient, à partir des années 1930, les locations pour d'autres activités, de manière ponctuelle ou durable : c'est ainsi qu'elle a hébergé, de 1948 à 1964 le club Saint-Germain, ce haut lieu du jazz. Tout ceci a accru dans des proportions importantes le volume des archives financières.

Un fonds aujourd'hui préservé, une valeur patrimoniale et historique considérable

Ces fonds représentaient, à n'en point douter, un volume important, et de nombreuses preuves existent du souci apporté longtemps à son classement, sous la responsabilité de l'agence générale. Il est aussi probable que la série bien reliée des registres des procès-verbaux du conseil figurait en bonne place dans la bibliothèque de la salle des séances, marque, au même titre que les tableaux, de la continuité de l'activité de la Société. Ces archives ont été utilisées pour les commémorations qui ont jalonné son histoire, cinquantenaire, centenaire de sa déclaration d'utilité publique.

Lorsque les difficultés évoquées plus haut se sont amplifiées, après la Seconde Guerre mondiale, dans les années 60, et que l'activité de la Société s'est réduite, les archives ont alors subi de nombreuses vicissitudes, et ont été fréquemment empilées dans des endroits peu accessibles, caves, placards, recoins divers de l'hôtel. C'est là, et parfois en mauvais état, que nous avons pu en retrouver une partie, lorsque la commission d'histoire, un groupe d'historiens désireux de préserver, d'inventorier et de mettre en valeur le patrimoine de la Société, s'est constituée, avec l'accord des dirigeants de l'époque, en 1995, conscients de la nécessité de préserver leur patrimoine. Par la suite, les dirigeants ont accepté de nous confier les archives produites par la Société depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, sous réserve naturellement des restrictions prévues par la loi de 2008.

Ce fonds d'archive est malheureusement réduit, par rapport ce qu'il devait être au début des années soixante, moins du fait de documents endommagés que du fait de « désherbages » souvent sélectifs durant la période évoquée plus haut. C'est ainsi qu'ont disparu la plupart des correspondances de l'agence générale série riche en autographes de personnalités célèbres et la quasi-totalité des archives de la commission du bulletin, sans doute parce que les documents manuscrits qu'elle examinait étaient destinés à la publication. On peut estimer le fonds restant à la moitié de ce que pouvaient être les archives initiales. Il est aujourd'hui conservé dans quelques locaux spécifiques.

L'intérêt de ce fonds est néanmoins essentiel : il nous a permis, et nous permet toujours, d'œuvrer pour mieux connaître l'histoire d'une Société dont l'importance avait été soulignée par plusieurs générations d'historiens des sciences, des techniques et de l'industrialisation du pays, tels Charles Ballot, René Tressé, Maurice Dumas, Louis Bergeron, ou, plus près de nous, Serge Chassagne ou Denis Woronoff. Il a permis, depuis 25 ans, de nombreuses publications d'ouvrages et d'articles et servi de support à de nombreuses thèses ; tous ces travaux scientifiques ont permis de comprendre le fonctionnement et l'activité de la Société, sa place dans le dispositif de soutien à l'innovation, le rôle qu'elle a pu jouer dans un certain nombre d'entre elles, Cette compréhension permet d'approfondir la réflexion en cours sur les caractères spécifiques de l'innovation technique à la française, que ce soit à l'échelle des promoteurs de l'encouragement où à celle de la démarche d'invention.

Des fonds remarquables

Ce caractère original de lecture sur le vif du processus d'innovation, tout autant que la présence de



Fig. 617. — Léon Scott fait fonctionner son phonographe devant la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

documents remarquables, ont été à l'origine de deux distinctions importantes, sinon essentielles. Tout d'abord l'inscription, obtenue en 2015, du dossier Scott de Martinville, aux côtés des dossiers conservés aux archives de l'Académie des Sciences et à l'INPI, au Patrimoine immatériel mondial de l'UNESCO : ces dossiers, comportent en effet les tous premiers enregistrements sonores, datant de 1857 en ce qui nous concerne ; l'intérêt de celui conservé dans nos archives étant de surcroît la présence de documents qui mettent en évidence de

son rapport avec la Société et de la façon dont elle a évalué son invention. Ensuite le classement, obtenu en février 2021, accordé par les Archives de France, de l'ensemble du fonds comme **Archives privées présentant un intérêt public majeur**, suite à l'avis favorable rendu par une mission d'inspection qui a reconnu le caractère particulier de ce fonds constitué sur la longue durée, reflétant étroitement l'activité de la Société et mettant en lumière, par des documents originaux, la construction de l'innovation.

La Commission d'histoire s'efforce aujourd'hui de compléter le fonds en triant les archives des dernières décennies qui étaient restées jusqu'alors aux mains du secrétariat de la Société, les dirigeants actuels de cette dernière ayant accepté notre projet d'approfondissement d'une histoire récente. Parallèlement, elle a entrepris de recenser les documents qui résultent de l'activité actuelle de la Société, désormais la plupart du temps sous forme immatérielle, de leur tracer des cadres de classement, et de réfléchir aux modalités de leur conservation.



LA BIBLIOTHEQUE

La Bibliothèque de la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale



Le fonds d'imprimés scientifiques et techniques de la Société d'encouragement, conservé principalement dans les différents espaces de sa bibliothèque, est l'un des éléments majeurs de son patrimoine. Sa constitution, comme fonds documentaire, reflète étroitement le projet de la Société au cours des deux siècles écoulés, de promouvoir l'invention comme outil du développement productif.

Un fonds imprimé au service de la « science utile » dans le contexte de la première industrialisation

Lorsque la Société d'encouragement est constituée, à l'automne 1801, pour « seconder l'industrie dans son développement », un de ses tous premiers projets est la « diffusion des lumières de l'instruction », par la création d'un cabinet de lecture ouvert à ses sociétaires, groupant les mémoires envoyés par des inventeurs, les ouvrages offerts en hommage, les revues scientifiques et techniques françaises et étrangères auxquelles il est décidé de s'abonner dans un souci de veille technologique. C'est ainsi que commence à se constituer le premier fonds imprimé de la bibliothèque.

Ce fonds va s'enrichir, sous l'Empire et la Restauration, des dons effectués par les dirigeants de la Société, savants et universitaires de grand renom, parmi lesquels le premier président, Jean-Antoine Chaptal : ce sont des traités fondamentaux de chimie industrielle ou de mécanique qui marquent l'intérêt de la Société pour une *science utile*, applicable aux activités productives. Ce sont aussi des ouvrages de technologie qui couvrent les principaux domaines – machines, outillages, installations productives, objets de consommation, y compris les vêtements, les arts du feu, les images ou les instruments de musique - dans lesquels la Société s'implique pour soutenir la première industrialisation. Ce sont enfin les dictionnaires techniques qui s'efforcent de regrouper ces avancées et les comptes rendus des expositions industrielles qui font régulièrement le point sur l'état de l'industrie française. Mais les ouvrages et les périodiques servent alors essentiellement de documentation aux experts, membres des Comités, pour rédiger et illustrer leurs articles dans le bulletin. A côté de ce fonds opérationnel, la donation du vice-président de la Société, Charles-Philibert de Lasteyrie, en 1834, enrichit la bibliothèque d'un grand nombre d'ouvrages anciens, certains remontant au xvi^e siècle, essentiellement d'agronomie ou d'économie rurale, principalement français, italiens et allemands.

Un fonds organisé et de grande ampleur dans le cadre de l'Hôtel de l'industrie, au service de la science industrielle, dans le contexte de la seconde industrialisation

Le fonds va prendre davantage d'ampleur dans la seconde moitié du XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e siècle, au moment où la Société décide de se doter dans l'*Hôtel de l'industrie*, qu'elle construit par étapes à Saint-Germain-des-Prés pour être un cadre digne de son rayonnement, d'une véritable bibliothèque, ordonnée, gérée par un professionnel et enfin ouverte à tous. Cette *bibliothèque des travailleurs* devient une des toutes premières de Paris par le nombre et surtout la qualité de ses imprimés, en particulier des revues scientifiques et techniques étrangères : l'enjeu est non seulement de permettre un accès aisé aux savoirs les plus récents aux entrepreneurs, aux ingénieurs ou aux étudiants qui viennent consulter, mais également de promouvoir la *science industrielle*, les applications des avancées scientifiques aux différentes branches industrielles.

Les collections, comme les multiples bibliographies qui sont sans cesse remises à jour, permettent aux lecteurs de découvrir tous les aspects de cette *science industrielle*, dans les domaines de la physique comme la thermodynamique ou l'aérodynamique, ou encore l'électricité ; dans ceux de la chimie qu'elle soit organique, par exemple pour les colorants, ou métallurgique avec l'analyse des matériaux ; ou encore dans le domaine de l'agriculture. Ces collections couvrent également bien d'autres domaines de la seconde industrialisation : moteurs thermiques, machines-outils, automobile, photographie et bientôt cinéma, aéronautique, grandes réalisations du génie civil. Elles reflètent également l'importance de ces manifestations du progrès à l'échelle internationale que sont les expositions universelles.

Un fonds de plus en plus tourné vers l'entreprise moderne, innovante et organisée et les grandes questions du XX^e siècle

Le fonds documentaire s'était parallèlement, depuis sa création, enrichi régulièrement de pièces et de brochures envoyées par des inventeurs désirant faire valider leurs inventions par les experts de la Société, à une époque où l'examen préalable des brevets n'existait pas encore. Ce fonds original de pièces va être complété, dans la seconde moitié du XIX^e siècle et surtout à partir du début du XX^e siècle, par un flux régulier de brochures, de catalogues, d'ouvrages envoyés par des entreprises industrielles désireuses de mettre en évidence leurs productions, mais aussi leurs capacités de recherche et d'organisation.

La Société, en effet se tourne de plus en plus vers la valorisation de l'entreprise moderne, organisée de manière rationnelle, sur le modèle né aux États-Unis, tant sur le plan de la production – l'organisation scientifique du travail –, que de la recherche, de l'administration ou de la formation. Elle soutient également les avancées de la normalisation ou de la classification rationnelle, décimale, de la documentation. À côté de la littérature des entreprises, sa bibliothèque reflète alors l'importance que la Société joue dans les premières décennies du siècle comme foyer de diffusion de toutes ces innovations. Elle reflète également son intérêt croissant pour les questions économiques, géopolitiques ou sociales, surtout entre les deux guerres mondiales.

Une bibliothèque longtemps fermée et menacée, aujourd'hui préservé et valorisée par son classement officiel en janvier 2021

Les années trente et la Seconde Guerre mondiale marquent la fin de la bibliothèque active, pour des raisons essentiellement financières, malgré quelques tentatives pour la faire renaître après 1945. Les fonds, alors non surveillés, vont connaître une période difficile durant de plusieurs décennies.



En 1995, la création de la Commission d'histoire, à l'initiative des dirigeants de la Société, va marquer le début d'un long processus de sauvegarde et de mise en valeur de ce fonds : les historiens de la Commission vont s'attacher à réorganiser, ranger et inventorier les fonds subsistants. Les 19 000 volumes qui la composent, dont les 800 du fonds ancien Lasteyrie, les quelques 11 000 volumes de périodiques, formant plus de 1100 titres, les plus de 5 000 brochures, tirés à part, catalogues, offrent un grand intérêt pour l'histoire des sciences et des techniques par la diversité des thèmes abordés comme par le caractère original,

voire unique de certains ouvrages. Ils sont désormais classés, depuis janvier 2021, à côté des archives, comme « **Fonds privé présentant un intérêt patrimonial majeur** » par le ministère de la Culture.

La Commission d'histoire qui en assure la garde poursuit un double objectif, faciliter l'accès du fonds aux chercheurs, poursuivre la mise en valeur de cet ensemble exceptionnel enfin préservé, afin de le léguer aux générations futures.



LIEU

Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale
Hôtel de l'Industrie
4 Place Saint-Germain des Prés
75006 Paris

ORGANISATION & RELATIONS PRESSE

Pr Gérard Emptoz (h.) – Président de la Commission Histoire de la Société d'Encouragement pour
l'Industrie Nationale
Emptoz.g@free.fr

Catherine Le Louarn – Déléguée La Société & Cie
clelouarn@lasocieteetcie.fr

Sophie Saudrais – Chargée de communication
06 11 30 60 08
Sophie.saudrais@industriennale.fr